

# Prime COVID

## C'est pour juillet...



24 juin 2020

**ça y est !!!** la prime COVID promise par le gouvernement sera enfin versée en juillet par l'intermédiaire de l'employeur MGEN en charge de transférer les fonds de l'ARS sur nos fiches de payes.

Officiellement destinée à reconnaître l'implication des personnels soignants dans cette période de crise, cette « prime à la paix sociale » atteste toutefois de la mobilisation de l'ensemble des salariés de nos établissements pendant ce moment inédit.

Les établissements MGEN ne relevant pas tous du même secteur d'activité, l'UNSA comme l'ensemble des organisations syndicales, sollicitait l'employeur en faveur d'une mesure la plus équitable possible. Aussi, depuis de nombreuses semaines, nous étions dans l'attente d'éléments plus précis sur les modalités d'application d'une prime nationale secteur public transposée au secteur privé, la MGEN ayant décidé de « coller » au plus près du décret du 14 juin 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.

Voici donc les éléments qui se dégagent du Groupe de travail mardi 23 juin 2020 dont l'objectif était de présenter les principes de versement d'une prime exceptionnelle faisant l'objet d'une décision unilatérale de l'employeur et faire remonter vos multiples questions et cas de figures éventuellement litigieux.

## Montant de la prime

(Non soumise à charges sociales ni à impôt sur le revenu)

Etablissements concernés par les 40 départements à risque : **3 Epis, Institut La Verrière, ESMPI, Maisons-Laffitte, Evian, CeSOA, ESM Lyon, ESM Lille et ESM Rueil Malmaison.**

**1500 euros.**

Pour les établissements relevant d'une zone non à risque, deux options sont possibles :

**Pour les salariés ayant exercé dans une unité COVID 1500 euros.**

(L'employeur nous fait part d'une réserve aux conditions d'éligibilité soumises au nombre de patients pris en charge pendant une période donnée. Cet élément est en attente de confirmation par l'ARS)

Seul l'établissement de **Pierre Chevalier** est concerné.



24 juin 2020

**Pour les salariés des autres services 500 euros.**

Etablissements concernés : **Pierre Chevalier (pour les services non COVID), l'Arbizon, La Ménaudière, SSR de La Chimotaie, SSR de Ste-Feyre, Chanay, ESM de Rouen, ESM de Bordeaux, ESM de Grenoble, ESM de Toulouse.**

Pour le secteur médico-social, **EHPAD et handicap**, à nouveau **2 possibilités** :

**Pour les établissements situés dans une zone à risque 1500 euros.**

Etablissements concernés : **EHPAD d'Huby-Saint-Leu, EHPAD de l'Institut La Verrière, EHPAD de Louvres, EHPAD de Fontenay-en-Parisis, EHPAD de Marly-la-ville, EHPAD de Caire Val.**

Une particularité pour les **Etablissements Médico-Sociaux du Royans situés dans une zone à risque** mais ayant sur leur site plusieurs structures ne dépendant pas toutes de financements de l'ARS. Les Foyer de vie et Foyer d'hébergement étant exclus du périmètre, l'employeur MGEN finance la prime sur ses fonds propres dans un but d'équité. Toutefois, parce que sortant du cadre prévu par le gouvernement, cette prime sera soumise à charges sociales et à impôt sur le revenu. Afin de réajuster le montant perçu par les salariés concernés, la prime sera donc calculée pour afficher un net à payer de

**1500 euros.**

**Pour les autres établissements 1000 euros.**

Etablissements concernés : **EHPAD d'Arès, EHPAD de St Cyr-sur-mer, EHPAD de Ste Feyre, EHPAD de La Chimotaie.**

Une particularité également pour les personnels administratifs des établissements dits « mixtes », c'est-à-dire ayant une activité de SSR et une activité d'EHPAD. L'employeur MGEN a décidé d'attribuer une prime de **750 euros** correspondant à 50% de la prime EHPAD + 50% de la prime SSR.

Les salariés des zones non à risque ayant travaillé en « renfort » dans des zones à risques (pour exemple des salariés de Ste-Feyre mobilisés sur 3 Épis) percevront une prime de **1500 euros** quel que soit le service dans lequel ils auront exercé.

## Les critères d'attribution

- Période de référence : **du 1<sup>er</sup> mars au 30 avril.**
- Réduction de 50% en cas d'absence de 15 jours calendaires pendant la période de référence.
- Prime non versée aux personnels absents de plus de 30 jours.

**Ne sont pas considérés comme absences réduisant le droit à la prime : les congés maladie, les accidents du travail, la maladie professionnelle, congés annuels et RTT.**

**Seules seront considérés comme absences pénalisantes : les congés maladie, accidents du travail et maladie professionnelle ayant débuté antérieurement au 1<sup>er</sup> mars 2020 et prolongés sur la période allant jusqu'au 30 avril 2020.**

## Informations diverses

**La prime est non proratisable**, élément particulièrement rare pour être souligné. Les temps partiels percevront le même montant de prime qu'un temps plein.

**La prime sera versée à l'ensemble des salariés sous contrat de travail MGEN, présents sur site ou en télétravail, y compris les apprentis.** Les CDD à contrats multiples sont éligibles aux mêmes conditions de présence, 31 jours minimum même non consécutifs.

Sur ce point précis la MGEN a su entendre l'attente du terrain, relayée avec force par vos équipe **UNSA** depuis le début de la crise sanitaire. Bien que l'effort financier soit relatif, l'employeur aura su adapter au mieux les différents dispositifs ministériels, ceci en dépit de la diversité de nos structures (et en marge de VYV...).

Pour la suite, souhaitons que l'employeur se montre à nos côtés, persuasif dans son rôle politique auprès des décideurs, en acteur responsable au sein du Ségur de la Santé... pour la revalorisation des salaires et l'améliorations des conditions de travail (de **l'ensemble des salariés** de nos établissements) devenues incontournables !